
Brèves économiques pour le Mexique et l'Amérique centrale du 6 au 12 septembre 2018

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

Relation Mexique / Etats-Unis

Idefonso Guajardo, Ministre de l'Economie, estime fort probable qu'un accord entre les Etats-Unis et le Canada soit conclu la semaine prochaine. Dans le cas contraire, il considère que le Mexique est prêt à conclure un accord bilatéral avec les Etats-Unis. La relation commerciale du Mexique avec le Canada est par ailleurs couverte par le CPTPP (accord de Partenariat Trans-Pacifique).

Selon Citibanamex le renforcement des règles d'origine automobiles au bénéfice des Etats-Unis diminuerait la compétitivité de ce secteur crucial pour le Mexique. Dans son rapport « *La columna vertebral del TLCAN : el acuerdo entre Estados Unidos y México y el sector del automóvil* » Citibanamex soulève que les nouvelles règles d'origine affecteront la compétitivité du secteur au Mexique.

Selon Baker & Meckenzie, les nouvelles règles d'origine (sur 75% du contenu ALENA d'un véhicule, 40% devra correspondre à une rémunération de 16 usd / h minimum) entraîneront à terme la délocalisation aux Etats-Unis et au Canada de processus d'assemblage actuellement réalisés au Mexique.

Economie

FocusEconomics prévoit une croissance de 2,2% pour le Mexique en 2018. FocusEconomics estime également une croissance à 2,2% pour 2019.

La note de risque pays du Mexique est une des plus stables et des plus basses des économies émergentes. Les analystes l'expliquent par la stabilité de la croissance, l'amélioration des finances publiques et le caractère organisé de la transition politique.

Selon l'Institut de Finance Internationale (IIF), le MXN fait partie des devises émergentes les moins vulnérables. La devise mexicaine et les devises polonaise, chinoise et sud-coréenne sont les moins exposées à l'aversion envers les devises émergentes. L'IIF indique toutefois que le MXN demeure vulnérable à la concentration des flux de portefeuille. La vulnérabilité du MXN repose sur l'importance des investissements de court terme (autour de 32%) qui se sont maintenus à ce niveau sur une période prolongée : ces flux sont susceptibles d'être particulièrement volatiles en cas d'augmentation de l'aversion au risque des émergents.

Au 2nd trimestre 2018, le financement accordé par les banques de développement à la région du Bajío a augmenté de 66,5% par rapport au 2nd trimestre 2017, contre 12% pour l'ensemble du pays. L'Etat de Querétaro enregistré le plus fort dynamisme, avec une hausse interannuelle de 228,6%.

Selon la Cofece (Commission Fédérale de la Concurrence Economique), la seconde disposition de la Loi *Fintech* n'est pas favorable aux entreprises de *crowdfunding*. Celle-ci s'avérerait être plus restrictive que pour les banques traditionnelles, désavantageant donc les Fintech. Seules 2 des recommandations faites par la Cofece ont été prises en compte lors de la rédaction de la 2^{de} disposition de la loi. Une des recommandations était de modifier le capital minimal requis pour pouvoir opérer, qui empêchait l'entrée de nouveaux acteurs. Celle-ci n'a cependant pas été prise en compte. Selon la Commission Nationale Bancaire, la nouvelle régulation permettrait de protéger les utilisateurs, prévenir le blanchiment d'argent et éviter la compétence déloyale, sans affecter les modèles d'affaires existants.

L'institut mexicain de la sécurité sociale (IMSS) a enregistré 20 millions d'inscrits au mois d'août, soit le plus grand nombre d'assurés jamais atteint dans le pays. La croissance annuelle de l'emploi a été tirée par le secteur des communications et des transports avec 6,3%, l'agriculture avec 5,9% et la construction avec 4,9%.

Les prix du carburants ont progressé de 77% sur le sexennat, dont 44% depuis le début de la phase de libéralisation des prix du carburant (décembre 2015 – phase de pré-libéralisation).

Annonces du prochain gouvernement

La Commission Nationale d'Hydrocarbures indique que le projet du Président élu d'augmenter la production pétrolière à 2,6 M de barils par jour (vs. 1,8 M aujourd'hui) est atteignable en 2024, notamment via une forte augmentation de la production dans le sud-est du pays. **Le futur Président a annoncé que des investissements supérieurs à 9,2 Mds USD seront réalisés afin d'atteindre cet objectif.**

Alfonso Romo a affirmé devant un parterre d'investisseurs (Institute for international finance/Banorte) et la presse que le prochain gouvernement continuerait avec la politique actuelle de libre fluctuation des prix de l'essence. Contrairement à ce qui avait été annoncé par AMLO pendant la campagne, A. Romo a affirmé n'y aura ni contrôle, ni encadrement, ni subventions pour les prix de l'essence. Interrogé en aparté après la conférence, A. Romo a indiqué qu'AMLO était sur la même ligne.

Alfonso Romo a annoncé avoir pratiquement terminé la révision des contrats liés à l'ouverture du secteur énergétique et s'estime assez à l'aise avec tous les contrats (« *estamos bastante cómodos con todos* »)

S'agissant des prix garantis dans le secteur agricole : la politique de prix garantis ne sera pas généralisée à l'ensemble des produits et des territoires de la République mexicaine (seuls 4 produits seront concernés et dans les zones les plus pauvres).

Un débat existe au sein du futur gouvernement quant à la nécessité de maintenir l'agence ProMéxico. Selon Marcelo Ebrard, des discussions sont en cours afin de voir s'il serait judicieux de faire disparaître ProMéxico, en confiant les fonctions actuelles de l'institution aux ambassades mexicaines. Toutefois, Graciela Márquez, pressentie comme future Ministre de l'Économie, s'est prononcée en faveur d'une continuation des activités de ProMéxico, présent à l'étranger via 46 bureaux de représentation. Selon l'actuel Ministre de l'Économie, chacun des 26 pays de l'OCDE compte sur un service de promotion de l'investissement étranger et de l'exportation, justifiant la nécessité de conserver ProMéxico. Selon lui, 40% des 10,2 Mds USD d'IDE mexicains sont attribuables à ProMéxico.

AMLO s'est réuni avec les Gouvernements des États de la frontière américaine afin de s'accorder sur le plan « Dernière Fenêtre » (Última Ventana), qui vise à augmenter le salaire minimum et réduire la TVA et l'ISR à compter du 1er Janvier 2019. Les Gouverneurs des États de Coahuila, de Sonora, du Nuevo León, du Tamaulipas et de Basse Californie se sont déplacés à la demande du futur Président.

La Coneval suggère à AMLO de supprimer 58 programmes sociaux afin d'éviter les doublons, passant de 150 à 92 programmes en 2019 (soit une réduction de 38%). Les 58 programmes sociaux à supprimer représentaient un budget de 32,7 Mds USD pour le gouvernement fédéral. 35 programmes seraient des doublons exacts d'autres programmes, 23 des doublons à 98%.

Selon l'agence de notation Fitch, le projet de suppression du plan d'épargne des hauts-fonctionnaires aura un impact de 2,7 Mds USD sur les réserves de MetLife. Le prochain Gouvernement prévoit également de supprimer les

assurances vies et les assurances médicales, qui représentent 2% du secteur assurantiel. Toutefois, Fitch assure que la régulation appliquée au secteur lui permet d'être suffisamment solide pour résister à ces suppressions.

Projets d'infrastructure

Selon le Collège d'ingénieurs civils du Mexique, opérer simultanément l'actuel aéroport de Benito Juarez et l'aéroport de Santa Lucia (après la construction de 2 pistes) aurait un coût de 20 Mds USD, soit un coût 66% supérieur au projet du NAIM. Selon le Collège, le coût d'une option à deux aéroports (aéroport actuel + Santa Lucia) serait sous-évalué. En plus du coût de l'extension de l'aéroport de Santa Lucia, il faudrait ajouter les travaux d'accès à l'aéroport et de connectivité à l'aéroport de Benito Juarez (3,2 Mds USD), le coût de rénovation de l'aéroport Benito Juarez (259 M USD), et le coût d'annulation du chantier actuel (5,1 Mds USD). Pour le Collège, le coût du nouvel aéroport NAIM serait lu en revanche surévalué. Il s'élèverait à 12 Mds USD (et non 14,7 Mds USD) : pour rendre comparable le coût des 2 projets, le Collège considère qu'il faut déduire du coût de construction du NAIM le montant des travaux de drainage du terrain qui auraient été en tout état de cause nécessaires, et sont indépendants de ladite construction.

Selon AMLO, le « Train Maya » (financement estimé à 6,8 Mds USD) devrait être financé à hauteur de 33% par le public et de 66% par le privé.

Finances publiques

Le Ministère des Finances prévoit une hausse de 34,5 Mds USD de la dette publique fédérale sur les 5 derniers mois de l'année 2018. Ledit Ministère estime qu'à la fin de l'année, la dette publique s'élèverait à 553 Mds USD.

Entreprises et grands contrats

BBVA Bancomer va licencier 1 500 salariés dans le cadre de sa transformation digitale. La Banque dispose aujourd'hui de 6,5 M clients digitaux. Le nombre de salariés du secteur bancaire a crû de 58% sur la décennie, et de 7% l'année dernière. Le secteur représente 1,2% de l'emploi formel mexicain.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau au 13/09/2018
Bourse (IPC)	+1,85	-1,24%	49 659,58
Risque pays (EMBI+Mx)	-	+7,7%	194
Taux de change USD/Peso	-2,16%	+6,9%	19,02
Taux de change Euro/Peso	-2,66%	+2,95%	21,94
Prix du baril de pétrole mexicain (USD)	+4,38%	+44,9%	68,56

La présence de la Chine en Amérique centrale et dans les Caraïbes s'intensifie : le Panama, le Costa Rica, le Salvador et la République Dominicaine ont rompu leurs relations diplomatiques avec Taiwan au profit d'un

renforcement des liens commerciaux avec la Chine. L'intensification des relations commerciales avec la Chine passe par la négociation ou signature de traités de libre-échange (en cours avec le Panama, le Salvador et la République Dominicaine) et la signature d'accords de coopération et d'investissements (Costa Rica). Les investissements chinois par ailleurs se multiplient avec des investissements tels que le port de Colon au Panama (1,4 Mds USD par un consortium chinois), les infrastructures routières au Costa Rica (investissements de 450 M USD de *China Harbour Engineering Company*), les télécommunications au Nicaragua (200 M USD par *Xinwei*), la centrale hydroélectrique de Patuca au Honduras (investissement de 350 M USD par *Sinohydro*).

La chute du prix des matières premières (café, sucre, etc.) se poursuit. Au Guatemala, le prix du quintal de café a atteint les 97 USD, ce qui affecte directement les exportations qui affichent -3,1% (en valeur) sur le 1^{er} semestre 2018 (recettes de 473,9 M USD soit -14,9 M USD). Le cours du sucre atteint les 10,18 USD la livre, engendrant une diminution des recettes d'exportations de 150,4 M USD par rapport à l'année dernière. Le caoutchouc quant à lui enregistre une baisse de 22,6% de ses exportations (à 69,7 M USD, avec le kilogramme de caoutchouc à 1,34 USD). Pour faire face à ces pertes de devises, les économies centraméricaines cherchent des alternatives afin de dynamiser la demande interne. L'Organisation Internationale du Café (OIC) et PROMECAFE ont lancé une étude de consommation dans la région.

Le Honduras et le Salvador sont les principales destinations des exportations centraméricaines : sur le 1^{er} semestre 2018, les exportations intra régionales ont atteint 4,27 Mds USD, dont 49% ayant pour destination le Honduras et le Salvador. La principale origine de ces exportations est le Guatemala (1,35 Mds USD, soit 31,9% du total des exportations au niveau régional sur la période). De plus, le Guatemala, le Salvador et le Honduras font maintenant parti d'une Union Douanière et assurent 70% du commerce intra régional (environ 50 Mds USD), disposant d'un marché potentiel de 32 M de personnes, 97% de libre accès de marchandises, 14 ports maritimes et 8 aéroports internationaux.

Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

La Chine et le Costa Rica signent un protocole d'entente, officialisant l'entrée du Costa Rica dans l'initiative de la Ceinture économique de la Route de la soie et dans la Route de la soie maritime du 21^{ème} siècle. Selon les autorités du Costa Rica, l'accord permettrait de promouvoir les échanges dans les domaines de la construction routière, des chemins de fer, de l'aviation civile, des ports, de l'énergie et des télécommunications, ainsi que l'expansion des échanges et des investissements chinois. Il sera valable 3 ans et pourra être prolongé automatiquement.

Les syndicats du secteur public sont en grève contre la réforme budgétaire. Plusieurs syndicats des de l'éducation, de la santé et de l'énergie se sont unis pour que la réforme fiscale soit retirée du débat législatif. Ils estiment que la réforme affectera davantage les classes moyennes et modestes. Le projet de loi actuel comprend la conversion de la taxe de vente en TVA (au taux inchangé de 13%), mais la quantité de produits et services à taxer augmentera. Il comprend également des modifications à l'impôt sur le revenu et aux revenus du capital, ainsi que des initiatives visant à contenir les dépenses, notamment les primes salariales dans le secteur public.

Le secteur de la construction continue de soutenir l'activité économique : en juillet 2018, l'Indice Mensuel d'Activité Economique (IMAE) enregistre une croissance interannuelle de 3,7%, en raison de la bonne performance du secteur de la construction (+10%).

Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

Les transferts de migrants (*remesas*) augmentent de 22% en août (g.a), totalisant 860 M USD. En tout, le pays a reçu 6 Mds USD de remesas depuis le début de l'année, soit 12% de plus que le montant reçu sur la même période en 2017.

Le pays enregistre une inflation de 3,36 % (g.a) au mois d'août. L'inflation cumulée s'élève à 1,53%.

Les producteurs de café guatémaltèques ont signé une convention avec la Corée du Sud pour augmenter leurs exportations. Le Guatemala est le seul pays d'Amérique centrale à ne pas avoir signé de traité de libre-échange avec ce pays.

Honduras

2017 – PIB : 22,9 Mds USD | Pop : 9.2 M hbts

Au cours des huit premiers mois de l'année, les transferts de migrants (*remesas*) ont totalisé 3,2 Mds USD, soit 3% de plus qu'à la même période en 2017.

L'Institut National de la Migration annonce un appel d'offre public pour le changement du système d'émission des passeports. L'incorporation de puces électroniques dans les passeports d'ici à 2020 est à l'étude. Aucune date de mise en place de ce nouveau système n'a encore été annoncée.

Selon une étude de la Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, le Honduras a reçu 1,186 Mds USD d'IDE en 2017, notamment destiné aux secteurs des services (697 M USD), de la manufacture (457 M USD) et des ressources naturelles (32 M USD).

L'entreprise OPC (filiale de la multinationale philippine International Terminal Services Inc.) a investi 145 M USD dans le port de *Puerto Cortés*, lequel va voir ses capacités opérationnelles augmenter de 50%, notamment grâce à l'installation de nouvelles grues. Le projet prévoit également une extension de 200 mètres de longueur du quai d'ici 2020. Le nouveau quai (sixième construit) sera le terminal à conteneurs avec la plus grande capacité, efficacité et technologie du CA-4 (Salvador, Nicaragua, Guatemala et Honduras). **OPC prévoit d'investir près de 624 M USD pendant les 30 ans de la concession du terminal.**

Nicaragua

2017 – PIB : 13,7 Mds USD | Pop : 6,2 M hbts

Depuis le 27 août dernier, la Banque Centrale du Nicaragua (BCN) retire la commission de 1% qui s'effectuait jusque-là sur tout achat de dollars auprès des banques ou autres institutions financières. Cependant, le directeur de la BCN a évoqué son souhait de maintenir cette commission, semant la confusion. **Cette situation a provoqué une fuite de capitaux à hauteur de 100 M USD (dont près de 40 M USD entre le 27 et 28 août),** montant supérieur aux sorties enregistrées en juillet 2018 (72,5 M USD).

Suite à la diminution du nombre de dépôts bancaires au Nicaragua (-1 Mds USD enregistrés entre mars et septembre 2018), l'agence de notation Fitch affirme que les répercussions économiques de la crise sociopolitique risquent de persister. Même si les indicateurs de qualité des emprunts et de rentabilité se sont détériorés, ils se maintiennent à des niveaux raisonnables et supérieurs à ceux des Banques Centraméricaines. Fitch maintient tout de même une observation négative pour quatre banques du pays : *Banco de Finanzas* (BDF), *Banco de Fomento a la Producción* (BFP), *Banco Lafise Bancentro* et *Fihcosa Nicaragua* (Ficohsa).

Panama

2017 – PIB : 61,9 Mds USD | Pop : 4 M hbts

Le crédit au secteur privé augmente de 5% au premier semestre. Cette augmentation est tirée par la croissance des prêts à la consommation (+9,3% g.a au mois de juin) et du crédit hypothécaire (+6,7% g.a au mois de juin).

Sacyr, entreprise espagnole de construction d'infrastructure et de promotion immobilière, a initié un processus d'arbitrage contre la République du Panama, conformément aux normes de la Commission des Nations Unis pour le Droit commercial international. **Sacyr estime que le gouvernement a violé l'accord pour la promotion et la protection réciproque des investissements entre le Panama et l'Espagne.** Cet arbitrage s'ajoute aux réclamations du consortium GUPC, dirigé par Sacyr, auprès de l'Autorité du Canal de Panama (ACP). Actuellement ces réclamations s'élèvent à 4,061 Mds USD. Cette nouvelle action en justice trouve son origine dans les différends avec l'ACP mais est dirigé contre l'Etat. L'entreprise ne réclame pas de montant spécifique pour le moment.

L'économie panaméenne rebondirait en 2019. Après avoir enregistré une croissance de 5,4% en 2017, le cabinet de conseil Indesa prévoit une croissance de 3,8% en 2018 et un rebond pour 2019, où le taux de croissance se hisserait à 5%. Ces prévisions se basent sur l'important mouvement commercial de janvier lié aux Journées mondiales de la jeunesse ; la normalisation de l'activité dans la construction suite à une année 2018 marquée par la grève des travailleurs ; le début de projets d'investissements publics et privés ; le dynamisme des exportations de cuivre. Les projections du FMI et du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) sont également optimistes, estimant une croissance de 4,5% en 2018 et de 5,9% (MEF) et 6,8% (FMI) en 2019.

Salvador

2017 – PIB : 28 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

Le Salvador se positionne comme 3^{ème} pays d'Amérique latine en termes de lignes de téléphones mobiles par personnes (1,5) selon une étude de 5G Americas : 9,6 M d'abonnements téléphoniques ont été enregistrés en 2016 pour une population de 6,3 millions d'habitants. Cependant, le spectre des radiofréquences reste sous-développé dans le pays et risque de ne pas pouvoir satisfaire la demande en constante croissance.

Le Salvador est fortement dépendant de ses importations, en particulier dans l'alimentaire : 93,2% des légumes, 55% des fruits, 62,3% des céréales et 46,3% de la viande consommés dans le pays sont importés. La Superintendance de la Concurrence suggère une politique publique en faveur du développement de la production interne.

Le Salvador est le 9^{ème} fournisseur de tissu textile des Etats-Unis. Un accord de libre-échange avec les Etats-Unis serait envisagé dans ce secteur.

CARAÏBES

2017 – PIB : 142 Mds USD | Pop : 43 M hbts

Barbade

2017 – PIB : 5 Mds USD | Pop : 285 000 hbts

Le FMI est arrivé à un accord avec la Barbade pour le financement de 290 M USD d'un programme de réformes économiques. Parallèlement à cet accord, le FMI rappelle les plans d'ajustement fiscal et de restructuration de la dette du pays, dont le but est de ramener le niveau de dette publique à 60% du PIB en 2023 (vs. 157% aujourd'hui).

Haïti

2017 – PIB : 8,6 Mds USD | Pop : 10,9 M

15 M USD seront investis par la Banque Mondiale pour financer un projet améliorant la gestion des finances publiques et l'information statistique. Ce projet devrait permettre d'enregistrer toutes les transactions budgétaires et financières de l'État et de produire, en temps réel, tous les rapports indispensables à un meilleur contrôle, une plus grande responsabilité et une plus grande transparence dans l'utilisation des ressources publiques. Le gouvernement haïtien avait déjà pris d'importantes mesures en créant l'Unité de lutte contre la corruption (ULCC), l'Unité centrale des renseignements financiers (UCREF), le Corps des comptables publics et celui des contrôleurs financiers. Cette initiative aura une incidence positive dans la lutte contre la corruption puisque toutes les instances de contrôle, y compris l'Unité de lutte contre la corruption, seront parties prenantes.

La Banque centrale jamaïcaine signale une reprise modérée de l'économie du pays au 2nd trimestre, avec une croissance comprise entre 1 et 2%, soit un niveau supérieur à la croissance de 0,1% au 2nd trimestre 2017 et de 1,4% au 1^{er} trimestre 2018. L'accélération de la croissance est due à une reprise de la demande extérieure et à une accélération de l'investissement et de la consommation domestique. La Banque centrale prévoit également une accélération modérée de la croissance pour les deux années à venir.

L'économie jamaïcaine aurait obtenu 5 Mds USD sur 13 ans du Fonds vénézuélien PetroCaribe, selon le PDG dudit Fonds.

Sur les 8 premiers mois de l'année, les dépenses touristiques s'élèvent à 2,2 Mds USD et devraient dépasser 3 Mds USD à la fin de l'année 2018. Sur la période, le pays a accueilli près de 3 M de touristes, soit une hausse de 4,7% en g.a. Sur l'année 2017, le Ministère du Tourisme a enregistré l'entrée de 4,3 M de visiteurs sur l'île. Cela représente une augmentation de 12,1% par rapport à 2016, avec des recettes de 3 Mds USD.

La République dominicaine affiche une croissance économique moyenne de 6,7% entre janvier et juillet 2018. Les activités économiques les plus dynamiques sur la période ont été la construction (10,6%), les zones franches (10,1%) et le commerce (8,4%).

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.